

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2023

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), MARYSE ALLARD, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Paroisse de Saint-Alexis-des-Monts pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date _____

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	27
Charges par objets	28
Excédent (déficit) accumulé	29
Avantages sociaux futurs	33

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	39
Analyse des charges	51

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la municipalité de Saint-Alexis-des-Monts

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la municipalité de Saint-Alexis-des-Monts (l'«entité»), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences et des incidences éventuelles des problèmes décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserves » de notre rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité de Saint-Alexis-des-Monts au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserves

La municipalité de Saint-Alexis-des-Monts perçoit des droits des exploitants de carrières et sablières sur son territoire en vertu d'un règlement concernant la constitution d'un fonds local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques. La municipalité comptabilise ses revenus reportés à partir des déclarations fournies par les exploitants. Nous n'avons pu auditer de façon satisfaisante l'exhaustivité des quantités déclarées des substances assujetties aux droits de perception. Par conséquent, notre audit de ces droits s'est limité aux montants déclarés à la municipalité pour l'exercice et nous n'avons pu déterminer si certains redressements auraient dû être apportés aux revenus reportés aux 31 décembre 2023 et 2022 et aux flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates.

La municipalité détient deux bâtiments pour lesquels nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats afin d'évaluer le montant à comptabiliser comme passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisation ou à d'autres postes des états financiers, ainsi qu'aux informations fournies sur les obligations pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023. Ce manque constitue une dérogation selon le chapitre SP 3280 (Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations). Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du mot du maire, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité de Saint-Alexis-des-Monts inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18, S23-1, S23-2 et S23-3 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Stéphane Bérard CPA Inc.

Stéphane Bérard CPA inc.

Louiseville, le 25 novembre 2024

Par : Julie Drainville, MBA, CPA auditrice

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1	4 460 407	4 521 125	3 960 569
Compensations tenant lieu de taxes	2	401 117	401 041	403 604
Quotes-parts	3			
Transferts	4	462 833	3 964 453	737 869
Services rendus	5	391 438	461 418	391 805
Imposition de droits	6	475 000	374 386	632 003
Amendes et pénalités	7	30 000	32 803	42 306
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	40 600	63 897	59 927
Autres revenus	10	13 200	354 910	46 077
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12		4 776	
	13	6 274 595	10 178 809	6 274 160
Charges				
Administration générale	14	1 020 669	1 111 041	940 515
Sécurité publique	15	629 779	666 520	587 783
Transport	16	1 830 839	2 339 621	2 122 138
Hygiène du milieu	17	1 148 271	1 739 733	1 328 480
Santé et bien-être	18	50 667	135 932	75 842
Aménagement, urbanisme et développement	19	392 853	324 189	297 173
Loisirs et culture	20	683 702	757 089	698 706
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	152 434	150 652	120 537
Effet net des opérations de restructuration	23			337 558
	24	5 909 214	7 224 777	6 508 732
Excédent (déficit) de l'exercice	25	365 381	2 954 032	(234 572)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		19 280 832	19 515 404
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		19 280 832	19 515 404
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		22 234 864	19 280 832

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	28 664	1 076 464
Débiteurs (note 5)	2	6 241 457	2 773 667
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	6 270 121	3 850 131
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	4 881 197	769 558
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 036 415	2 766 541
Revenus reportés (note 11)	12	338 158	355 125
Dette à long terme (note 12)	13	2 330 200	2 641 911
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	8 585 970	6 533 135
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(2 315 849)	(2 683 004)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	24 341 930	21 759 960
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		665
Stocks de fournitures	20	29 971	40 997
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	178 812	162 214
	23	24 550 713	21 963 836
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	22 234 864	19 280 832
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	22 234 864	19 280 832
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	22 234 864	19 280 832
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	365 381	2 954 032	(234 572)
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	3 714 130)(	3 011 524)
Produit de cession	3		80 800	28 917
Amortissement	4		1 131 840	960 452
(Gain) perte sur cession	5		(80 480)	40 722
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(2 581 970)	(1 981 433)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		665	
Variation des stocks de fournitures	10		11 026	(16 299)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(16 598)	(46 073)
	13		(4 907)	(62 372)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	365 381	367 155	(2 278 377)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(2 683 004)	(404 627)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(2 683 004)	(404 627)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(2 315 849)	(2 683 004)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 954 032	(234 572)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 131 840	960 452
Autres			
▪ (Gain) Perte sur cession d'immobilisations	3.1	(80 480)	40 722
	4	4 005 392	766 602
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(3 467 790)	212 762
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(1 730 126)	2 264 164
Revenus reportés	8	(16 967)	199 634
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10	665	
Stocks de fournitures	11	11 026	(16 299)
Autres actifs non financiers	12	(16 598)	(46 073)
	13	(1 214 398)	3 380 790
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(3 714 130)	(3 011 524)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	80 800	28 917
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	()	()
	18	(3 633 330)	(2 982 607)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24		
Remboursement de la dette à long terme	25	(314 400)	(303 900)
Variation nette des emprunts temporaires	26	4 111 639	337 558
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	2 689	3 227
Autres			
▪	28.1		
	29	3 799 928	36 885
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(1 047 800)	435 068
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 076 464	641 396
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	1 076 464	641 396
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	28 664	1 076 464

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de Saint-Alexis-des-Monts est un organisme municipal constitué en vertu du code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

La municipalité ne contrôle aucun organisme et ne participe à aucun partenariat.

a) Périmètre comptable

N/A

b) Partenariats

N/A

B) Comptabilité d'exercice

COMPTABILITÉ D'EXERCICE

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

ESTIMATIONS COMPTABLES

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses sur les débiteurs, la désuétude des stocks, la durée de vie utile des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux et des réclamations en justice.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Les placements temporaires sont constitués d'épargnes rachetables en tout temps et sont comptabilisés au moindre du coût et de la juste valeur.

D) Passifs

REVENUS REPORTÉS

Les montants perçus à l'égard du fonds de réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Les subventions reçues sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

E) Actifs non financiers

La Municipalité comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financier étant donné qu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

AUTRES ACTIFS NON FINANCIERS

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la municipalité bénéficiera des services acquis.

STOCKS

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé par la méthode du premier entré, premier sorti.

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructures : 20 et 40 ans

Bâtiments : 10 et 40 ans

Véhicules : 10 et 20 ans

Machinerie, outillage et équipement : 5, 10 et 15 ans

Ameublement et équipement de bureau : 5 et 10 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Lorsqu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit afin de refléter la baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont comptabilisées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise de valeur n'est comptabilisée.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

F) Revenus**REVENUS DE TAXES**

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

REVENUS DE TRANSFERT

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

REVENUS DE SERVICES RENDUS ET AUTRES REVENUS

Les revenus de services rendus et les autres revenus sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

IMPOSITION DE DROITS

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

AMENDES ET PÉNALITÉS

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de la réception des droits perçus par la Cour municipale.

REVENUS D'INTÉRÊTS

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé ou du moment où ils sont acquis au titulaire.

REVENU DE CESSION D'ACTIFS IMMOBILISÉS

Les revenus de cession d'actifs immobilisés sont comptabilisés comme revenus à la date de l'acte de transfert.

G) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les crédettes et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

N/A

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

I) Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

Dépréciation d'actifs financiers

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats.

J) Autres éléments

AFFECTATIONS

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale - Instruments financiers (chapitres SP 3450, SP 3041, SP 2601 et SP 1201)

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté les exigences des chapitres SP 3450, Instruments financiers, SP 3041, Placements de portefeuille, SP 2601, Conversion des devises et SP 1201, Présentation des états financiers, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective. Ainsi, il n'y a eu aucun retraitement des états financiers de l'exercice antérieur. L'application initiale de ces normes n'a eu aucune incidence sur le rapport financier de la municipalité, à l'exception des informations à fournir de la note 25.

Adoption initiale— obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (chapitre SP 3280)

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280, Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, l'organisme municipal comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par l'organisme municipal qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Conformément aux nouvelles exigences, l'organisme municipal doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique qui oblige l'organisme municipal à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme municipal.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	10 230	1 019 263
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	58 637	57 201
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	68 867	1 076 464
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	40 203)(	)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	28 664	1 076 464
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	28 664	631 816
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux fonds réservés pour le fonds de roulement, au dépenses liées à la tenue d'une élection, au fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques et l'excédent cumulé affecté.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9	309 667	256 834
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	50 956	443
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	5 316 245	1 803 063
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	229 206	311 464
Organismes municipaux	13	92 642	54 488
Autres			
▪ Mutation et autres	14.1	242 741	347 375
	15	6 241 457	2 773 667
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 239 834	1 456 686
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	1 239 834	1 456 686
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	9 237	
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	919 307	987 741
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	4 213 894	675 681
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	173 807	139 641
	27	5 316 245	1 803 063

Note**6. Prêts**

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
	35		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

8. Autres actifs financiers

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
	40		

Note**9. Emprunts temporaires**

Emprunt autorisé d'un montant de 5 163 495 \$ pour les règlements 455-2022, au taux de 7.20 %, échéant en 2024

Emprunt autorisé d'un montant maximum de 1 000 000 \$, au taux de base

Emprunt autorisé d'un montant de 8 000 000 \$ pour le règlement 288-21 de la MRC de Maskinongé, au taux de 7.20%, échéant en 2022 (financé permanent en 2024 par la MRC de Maskinongé). Portion de 18.53 % (établie selon la richesse foncière uniformisée (RFU) de la municipalité par rapport à l'ensemble des municipalités participantes au projet) de l'emprunt temporaire, géré par la MRC de Maskinongé, dans le cadre de l'opération de restructuration exposée à la note 26.

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	288 030	2 342 606
Salaires et avantages sociaux	42	204 990	185 345
Dépôts et retenues de garantie	43	423 748	193 510
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Intérêts courus	45.1	119 647	45 080
	46	1 036 415	2 766 541

Note**11. Revenus reportés**

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	21 670	31 784
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪	52.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	202 189	153 735
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Coopération intermunicipale	60.1	114 299	169 606
	61	338 158	355 125

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,84	5,43	2025	2040	62	2 330 200	2 644 600
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	2 330 200	2 644 600
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	()	(2 689)
					72	2 330 200	2 641 911

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2024	73		318 300			318 300
2025	74		329 600			329 600
2026	75		210 000			210 000
2027	76		179 600			179 600
2028	77		212 500			212 500
2029 et plus	78		1 080 200			1 080 200
	79		2 330 200			2 330 200
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	
	81		2 330 200			2 330 200

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	50 528
Autres régimes (REER et autres)	88	43 302
Régimes de retraite des élus municipaux	89	
	90	50 528
		43 302

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91	
Assainissement des sites contaminés	92	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	
Autres		
▪	94.1	
	95	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96	
Passifs engagés	97	
Passifs réglés	98	() ()
Charge de désactualisation ¹	99	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	4 753 782	230 878		4 984 660
Eaux usées	103	7 636 316			7 636 316
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	8 691 125	4 914 569		13 605 694
Autres					
▪	105.1	1 943 544	8 373		1 951 917
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	4 581 556	98 363		4 679 919
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	2 337 346	275 282		2 612 628
Ameublement et équipement de bureau	110	176 734	30 484		207 218
Machinerie, outillage et équipement divers	111	1 801 320	282 846		2 084 166
Terrains	112	184 019	1	320	183 700
Autres	113				
	114	32 105 742	5 840 796	320	37 946 218
Immobilisations en cours	115	2 174 345	(2 126 666)		47 679
	116	34 280 087	3 714 130	320	37 993 897
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	1 710 320	119 868		1 830 188
Eaux usées	118	3 637 014	190 908		3 827 922
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	2 713 287	338 866		3 052 153
Autres					
▪	120.1	460 177	64 322		524 499
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	1 985 024	114 400		2 099 424
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	1 047 685	123 839		1 171 524
Ameublement et équipement de bureau	125	107 052	24 561		131 613
Machinerie, outillage et équipement divers	126	859 568	155 076		1 014 644
Autres	127				
	128	12 520 127	1 131 840		13 651 967
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	21 759 960			24 341 930
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	()	()	()	()
Valeur comptable nette	132				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

	2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133	
Immeubles industriels municipaux	134	
Autres	135	665
	136	665
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	665

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2023	2022
Frais payés d'avance		
▪	144.1	178 812
Autres		162 214
▪	145.1	
	146	178 812
		162 214

Note**19. Obligations contractuelles****Contrats****Location d'équipement**

La municipalité a signé un contrat pour la location d'équipement pour 2022 à 2026. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2023 est de 194 248 \$ (dépense nette de la ristourne de taxes).

2024 : 77 699 \$

2025 : 77 699 \$

2026 : 38 850 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

20. Droits contractuels

La municipalité a conclu diverses ententes locatives pour des immeubles municipaux. Ces baux vont générer des revenus à la municipalité pour les années suivantes :

2024 : 87 810 \$

2025 : 88 201 \$

2026 : 88 201 \$

2027 : 88 201 \$

2028 et suivantes : 482 597 \$

La municipalité reçoit annuellement du Ministère des transports et de la mobilité durable, de la TECQ et du PIQM une subvention pour rembourser le capital et les intérêts sur un emprunt à long terme contracté pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. La subvention pour le remboursement des intérêts totalise 211 362 \$ sur une période résiduelle de 18 ans.

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		

N/A

B) Auto-assurance

N/A

C) Poursuites

La municipalité fait l'objet d'un litige avec un employé. La municipalité conteste la position de l'employé. La cause a été entendue devant le Tribunal administratif du travail. L'employé a contesté le jugement rendu par le Tribunal administratif du travail en Cour supérieure. Suite à deux jugements rendus en faveur de la Municipalité, l'employé a demandé à la Cour d'appel de réviser à nouveau la décision rendue par la Cour supérieure. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement du litige et le montant que la municipalité pourrait, le cas échéant, devoir verser à titre d'indemnité. Aucune provision n'a été constituée dans les états financiers.

D) Autres

N/A

22. Actifs éventuels

N/A

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

23. Redressement aux exercices antérieurs

N/A

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

25. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie et aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes, les mutations et les amendes).

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes à recevoir, est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre, se détaille comme suit :

		2023	2022
Non en souffrance		129 482 \$	116 727 \$
En souffrance :			
	plus de 60 jours	0 \$	0 \$
		129 482 \$	116 727 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

L'organisme municipal est d'avis qu'aucune provision pour créances douteuses n'est nécessaire.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit.

2023	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts temporaires	4 881 197 \$				4 881 197 \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	1 036 415 \$				1 036 415 \$
Dette à long terme	318 300 \$	719 200 \$	292 600 \$	1 000 100 \$	2 330 200 \$
	6 235 912 \$	719 200 \$	292 600 \$	1 000 100 \$	8 247 812 \$

2022	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts temporaires	769 558 \$				769 558 \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	2 766 541 \$				2 766 541 \$
Dette à long terme	314 400 \$	866 400 \$	388 700 \$	1 075 100 \$	2 644 600 \$
	3 850 499 \$	866 400 \$	388 700 \$	1 075 100 \$	6 180 699 \$

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. L'organisme municipal est exposé à ces risques.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixe, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal a l'intention de conserver ses placements jusqu'à échéance et prévoit de rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

2023	Taux d'intérêts fixe	Taux d'intérêts variables	Total
Actifs financiers			
Trésorerie équivalents de trésorerie		28 664 \$	28 664 \$
Passifs financiers			
Emprunts temporaires	4 509 314 \$	371 883 \$	4 881 197 \$
Dettes à long terme	2 330 200 \$		2 330 200 \$

2022	Taux d'intérêts fixe	Taux d'intérêts variables	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 076 464 \$	1 076 464 \$
Passifs financiers			
Emprunts temporaires	769 558 \$		769 558 \$
Dettes à long terme	2 644 600 \$		2 644 600 \$

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 71 827 \$ l'excédent annuel lié aux activités de 2023 (23 377 \$ en 2022).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

26. Opérations de restructuration

En décembre 2021, l'organisme Maskicom a fait faillite. Cet organisme avait une dette d'un montant approximatif de 8 000 000 \$ pour le déploiement d'un réseau internet sur le territoire de la MRC de Maskinongé. La gestion du dossier de cautionnement par les municipalités participantes au projet est assumée par un tiers, à savoir la MRC de Maskinongé. En 2022, afin de régler la dette de Maskicom à son institution financière, cette dernière a contracté un emprunt temporaire dont le solde, suite au versement du dividende de liquidation par le syndic de faillite et de l'aide financière accordée par le gouvernement qui couvre 50% du solde de la dette, est de 1 796 021 \$ au 31 décembre 2023.

Un passif a été inscrit dans le cadre d'une opération de restructuration. Cette part d'emprunt temporaire réduite d'une aide financière et d'un dividende de liquidation a été inscrite à l'état de la situation financière de la municipalité de Saint-Alexis-des-Monts au montant de 332 782 \$ au 31 décembre 2023.

La part assumée par la Municipalité de Saint-Alexis-des-Monts des intérêts sur l'emprunt temporaire, réduite aussi d'une aide financière de 50 % été passée en charge à titre de frais de financement au montant de 43 385 \$ en contrepartie d'un passif envers le tiers gestionnaire.

Ainsi, en 2023, la municipalité a constaté un revenu en lien avec une opération de restructuration pour un montant de 4 776 \$ pour la portion d'aide financière accordée et d'un dividende de liquidation sur le solde de la dette et des intérêts à raison de 18,52% (établi selon la richesse foncière uniformisée (RFU) de la municipalité par rapport à l'ensemble des municipalités participantes au projet).

En février 2024, la MRC de Maskinongé a procédé au financement permanent du solde. À ce moment, la municipalité de Saint-Alexis-des-Monts a pris la décision de ne pas faire partie du financement permanent à 100% pour sa part et de rembourser une partie du solde dû.

27. Données comparatives

Pour fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de l'exercice précédent ont été regroupées et reclassées.

Les postes suivants ont faits l'objet d'un reclassement :

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Débiteurs (5 988 \$)

Créditeur 5 988 \$

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté 17 945 \$

Financement des investissements en cours (17 945 \$)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	4 460 407	4 521 125		4 521 125	3 960 569
Compensations tenant lieu de taxes	2	401 117	401 041		401 041	403 604
Quotes-parts	3					
Transferts	4	462 833	477 598		477 598	433 214
Services rendus	5	391 438	461 418		461 418	391 805
Imposition de droits	6	475 000	374 386		374 386	632 003
Amendes et pénalités	7	30 000	32 803		32 803	42 306
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	40 600	63 897		63 897	59 927
Autres revenus	10	13 200	124 032		124 032	(16 940)
Effet net des opérations de restructuration	11		4 776		4 776	
	12	6 274 595	6 461 076		6 461 076	5 906 488
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		3 486 855		3 486 855	304 655
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17		230 878		230 878	63 017
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21		3 717 733		3 717 733	367 672
	22	6 274 595	10 178 809		10 178 809	6 274 160
Charges						
Administration générale	23	1 020 669	1 080 427	30 614	1 111 041	940 515
Sécurité publique	24	629 779	590 429	76 091	666 520	587 783
Transport	25	1 830 839	1 849 098	490 523	2 339 621	2 122 138
Hygiène du milieu	26	1 148 271	1 363 889	375 844	1 739 733	1 328 480
Santé et bien-être	27	50 667	121 769	14 163	135 932	75 842
Aménagement, urbanisme et développement	28	392 853	313 321	10 868	324 189	297 173
Loisirs et culture	29	683 702	623 352	133 737	757 089	698 706
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	152 434	150 652		150 652	120 537
Effet net des opérations de restructuration	32					337 558
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		1 131 840	(1 131 840)		
	34	5 909 214	7 224 777		7 224 777	6 508 732
Excédent (déficit) de l'exercice	35	365 381	2 954 032		2 954 032	(234 572)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	365 381	2 954 032	(234 572)
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	3 717 733)(	367 672)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	365 381	(763 701)	(602 244)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		1 131 840	960 452
Produit de cession	5		80 800	28 917
(Gain) perte sur cession	6		(80 480)	40 722
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		1 132 160	1 030 091
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		665	
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		665	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	314 400)(	97 548)(	93 110)
	18	(314 400)	(97 548)	(93 110)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	208 481)(	119 142)(	284 208)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	125 000		
Excédent de fonctionnement affecté	21	5 000	145 000	57 500
Réserves financières et fonds réservés	22	27 500	(88 030)	(78 355)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(50 981)	(62 172)	(305 063)
	26	(365 381)	973 105	631 918
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		209 404	29 674

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	3 717 733	367 672
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	11 492)(	79 008)
Sécurité publique	3 (	124 230)(	17 030)
Transport	4 (	3 180 204)(	2 657 071)
Hygiène du milieu	5 (	350 589)(	50 343)
Santé et bien-être	6 (	12 992)(	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	2 357)(	25 684)
Loisirs et culture	8 (	32 266)(	182 388)
Réseau d'électricité	9 (	)(	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)(	)
	11 (	3 714 130)(	3 011 524)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	)(	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	)(	)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14		(145 530)
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	119 142	284 208
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	287 922	
Excédent de fonctionnement affecté	17	23 357	27 036
Réserves financières et fonds réservés	18	156 287	48 899
	19	586 708	360 143
	20	(3 127 422)	(2 796 911)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	590 311	(2 429 239)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	1 963 566	1 851 443	1 642 596
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	413 460	381 647	347 812
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	2 701 999	2 974 430	2 701 260
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	107 828	33 888	27 393
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	41 917	41 917	47 919
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	2 689	74 847	45 225
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	586 419	598 106	335 826
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	83 836	123 773	34 415
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		1 131 840	960 452
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Maskicom / m. créance/autres	21.1	7 500	12 886	365 834
	22	5 909 214	7 224 777	6 508 732

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	561 369	1 030 887
Excédent de fonctionnement affecté	2	487 677	440 034
Réserves financières et fonds réservés	3	145 790	39 047
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	)(	)
Financement des investissements en cours	5	(2 211 536)	(2 801 847)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	23 251 564	20 572 711
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	22 234 864	19 280 832

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	561 369	1 030 887
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	561 369	1 030 887

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪	12.1	487 677	440 034
	13	487 677	440 034
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	487 677	440 034

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	120 790	26 547
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	25 000	12 500
Autres			
▪	30.1		
	31	145 790	39 047
	32	145 790	39 047

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(
Autres	37 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(
	39 (	)(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 (	)(
Assainissement des sites contaminés	41 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 (	)(
Autres		
▪	44.1 (	)(
	45 (	)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	47 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	49 (	)(
Autres		
▪	50.1 (	)(
	51 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	53 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 (	)(
Autres		
▪	56.1 (	)(
	57 (	)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres		
▪	62.1	
	63	
	64 (	)(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	65		
Investissements à financer	66 (	2 211 536)(	2 801 847)
	67	(2 211 536)	(2 801 847)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68	24 341 930	21 759 960
Propriétés destinées à la revente	69		665
Prêts	70		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72		
	73	24 341 930	21 760 625
Ajustements aux éléments d'actif	74		
	75	24 341 930	21 760 625
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	76 (	2 330 200)(	2 641 911)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (	)	2 689)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78	1 239 834	1 456 686
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80		
	81 (	1 090 366)(	1 187 914)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 (	)	)
	83 (	1 090 366)(	1 187 914)
	84	23 251 564	20 572 711

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 (	)(
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	)(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 (	)(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	)(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	)(
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 (	)(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)(
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 (	)(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 () ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
■	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 1

Description des régimes et autres renseignements

La municipalité offre un régime de retraite à cotisations déterminées aux employés permanents, au taux de 5% du salaire brut. En vertu de ce régime, la municipalité contribue un montant équivalent à celui de l'employé. Le montant de la contribution de l'employeur est comptabilisé aux dépenses de la municipalité. Un régime de retraite à cotisations déterminées ne peut présenter de surplus ou de déficit actuariel.

		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109	50 528	43 302
	110	50 528	43 302

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111

Description des régimes et autres renseignements

		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		

Description du régime

		2023	2022
Cotisations des élus au RREM			
	118		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121		

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TAXES		Réalisations 2023	Réalisations 2022
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	3 484 523	3 111 259
Taxes spéciales			
Service de la dette	2		
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Réserve financière pour le service de l'eau	5		
Réserve financière pour le service de la voirie	6		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	7		
Activités de fonctionnement	8		
Activités d'investissement	9		
Autres	10		
	11	3 484 523	3 111 259
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	12	222 598	219 781
Égout	13	215 294	198 548
Traitement des eaux usées	14		
Matières résiduelles	15	580 163	413 323
Autres	16.1		
Centres d'urgence 9-1-1	17	18 547	17 658
Service de la dette	18		
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	1 036 602	849 310
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	1 036 602	849 310
	27	4 521 125	3 960 569

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES			
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28		
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29		
Compensations pour les terres publiques	30	375 646	375 646
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	31		
Cégeps et universités	32		
Écoles primaires et secondaires	33	24 948	27 549
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34		
	35	400 594	403 195
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	36	447	409
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39	447	409
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	40		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	41		
	42		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43		
Autres	44		
	45		
	46	401 041	403 604

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	47	46 874	2 122
Sécurité publique			
Police	48		
Sécurité incendie	49		
Sécurité civile	50		
Autres	51		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	52	279 824	283 448
Enlèvement de la neige	53		
Autres	54	1 564	1 661
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	55		
Transport adapté	56		
Transport scolaire	57		
Autres	58		
Transport aérien	59		
Transport par eau	60		
Autres	61		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62	19 763	11 689
Réseau de distribution de l'eau potable	63		
Traitement des eaux usées	64	4 231	4 432
Réseaux d'égout	65	1 253	1 305
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	66		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	67		
Tri et conditionnement	68		
Autres	69	14 095	15 208
Autres	70		
Cours d'eau	71		
Protection de l'environnement	72		
Autres	73		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	74		
Sécurité du revenu	75		
Autres	76		7 028
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	77		
Rénovation urbaine	78		
Promotion et développement économique	79		
Autres	80		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	81		18 494
Activités culturelles			
Bibliothèques	82		
Autres	83		
Réseau d'électricité	84		
	85	367 604	345 387

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	86	7 007	
Sécurité publique			
Police	87		
Sécurité incendie	88		
Sécurité civile	89		
Autres	90		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	91	3 411 455	190 530
Enlèvement de la neige	92		
Autres	93	36 758	100 446
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	94		
Transport adapté	95		
Transport scolaire	96		
Autres	97		
Transport aérien	98		
Transport par eau	99		
Autres	100		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101	31 635	
Réseau de distribution de l'eau potable	102		
Traitement des eaux usées	103		
Réseaux d'égout	104		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	105		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	106		
Tri et conditionnement	107		
Autres	108		
Autres	109		
Cours d'eau	110		
Protection de l'environnement	111		
Autres	112		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	113		
Sécurité du revenu	114		
Autres	115		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	116		
Rénovation urbaine	117		
Promotion et développement économique	118		
Autres	119		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	120		13 679
Activités culturelles			
Bibliothèques	121		
Autres	122		
Réseau d'électricité	123		
	124	3 486 855	304 655

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125		
Péréquation	126		
Neutralité	127		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129	57 884	46 899
Fonds de développement des territoires	130		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131		
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	52 110	40 928
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC			
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133		
Autres	134		
	135	109 994	87 827
TOTAL DES TRANSFERTS	136	3 964 453	737 869

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	137		
Évaluation	138		
Autres	139	6 099	
	140	6 099	
Sécurité publique			
Police	141		
Sécurité incendie	142	5 135	6 188
Sécurité civile	143	4 160	4 557
Autres	144		
	145	9 295	10 745
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	146		
Enlèvement de la neige	147	2 249	2 249
Autres	148		
Transport collectif	149		
Autres	150		
	151	2 249	2 249
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152		
Réseau de distribution de l'eau potable	153		
Traitement des eaux usées	154		
Réseaux d'égout	155		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	156		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	157		
Tri et conditionnement	158		
Autres	159		
Autres	160		
Cours d'eau	161		
Protection de l'environnement	162		
Autres	163		
	164		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)			
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	165		
Autres	166		
	167		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	168		
Rénovation urbaine	169		
Promotion et développement économique	170		
Autres	171		
	172		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	173		
Activités culturelles			
Bibliothèques	174		
Autres	175		
	176		
Réseau d'électricité	177		
	178	17 643	12 994

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	179		
Évaluation	180		
Autres	181	4 814	3 743
	182	4 814	3 743
Sécurité publique			
Police	183		
Sécurité incendie	184	5 168	7 016
Sécurité civile	185		
Autres	186		
	187	5 168	7 016
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	188	15 791	2 528
Enlèvement de la neige	189	157 598	193 256
Autres	190	6 827	7 231
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	191		
Transport adapté	192		
Transport scolaire	193		
Autres	194		
Autres	195		
	196	180 216	203 015
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197		
Réseau de distribution de l'eau potable	198		
Traitement des eaux usées	199		
Réseaux d'égout	200		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	201		
Matières recyclables	202	17 205	13 773
Autres	203	101 021	
Cours d'eau	204		
Protection de l'environnement	205		
Autres	206		
	207	118 226	13 773

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	208		
Sécurité du revenu	209		
Autres	210	84 873	92 455
	211	84 873	92 455
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	212		
Rénovation urbaine	213		
Promotion et développement économique	214		
Autres	215		626
	216		626
Loisirs et culture			
Activités récréatives	217	50 478	58 183
Activités culturelles			
Bibliothèques	218		
Autres	219		
	220	50 478	58 183
Réseau d'électricité	221		
	222	443 775	378 811
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	461 418	391 805

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	224	53 125	53 755
Droits de mutation immobilière	225	321 261	578 248
Droits sur les carrières et sablières	226		
Autres	227		
	228	374 386	632 003
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	229	32 803	42 306
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	230		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	231	63 897	59 927
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232	80 480	(40 722)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234	15 000	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235		
Contributions des promoteurs	236	242 378	73 017
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237		
Contributions des organismes municipaux	238		
Autres contributions	239		
Redevances réglementaires	240		
Autres	241	17 052	13 782
	242	354 910	46 077
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	243	4 776	

ANALYSE DES CHARGES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Sans ventilation de l'amortissement	Réalisations 2023 Ventilation de l'amortissement	Total	Réalisations 2022
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	140 754		140 754	139 837
Greffé et application de la loi	2	81 277		81 277	17 337
Gestion financière et administrative	3	550 662	30 614	581 276	560 841
Évaluation	4	126 023		126 023	61 984
Gestion du personnel	5	40 108		40 108	55 732
Autres					
▪	6.1	141 603		141 603	104 784
	7	1 080 427	30 614	1 111 041	940 515
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	8	383 535		383 535	358 767
Sécurité incendie	9	179 278		179 278	210 026
Sécurité civile	10	10 384	75 346	85 730	2 536
Autres	11	17 232	745	17 977	16 454
	12	590 429	76 091	666 520	587 783
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	13	1 209 312	435 154	1 644 466	1 447 876
Enlèvement de la neige	14	563 118	55 369	618 487	630 801
Éclairage des rues	15	19 749		19 749	17 864
Circulation et stationnement	16	44 921		44 921	11 035
Transport collectif					
Transport en commun	17	11 998		11 998	14 562
Transport aérien	18				
Transport par eau	19				
Autres	20				
	21	1 849 098	490 523	2 339 621	2 122 138

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Non audité	Réalisations 2023			Réalisations 2022	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	64 460	90 779	155 239	171 505
Réseau de distribution de l'eau potable	23	60 858	47 387	108 245	145 940
Traitement des eaux usées	24	164 758	166 301	331 059	245 635
Réseaux d'égout	25	53 815	37 620	91 435	96 858
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	26	237 889	9 040	246 929	228 940
Élimination	27	233 871	15 112	248 983	170 610
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	28	170 796		170 796	117 680
Tri et conditionnement	29	90 542		90 542	115 009
Matières organiques					
Collecte et transport	30	220 733		220 733	
Traitement	31				
Matériaux secs					
Autres	32				
Plan de gestion	33				
Autres	34				
Cours d'eau	35				
Protection de l'environnement	36	66 167	9 605	75 772	36 303
Autres	37				
	38				
	39	1 363 889	375 844	1 739 733	1 328 480
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	40	1 566		1 566	13 347
Sécurité du revenu	41				
Autres	42	120 203	14 163	134 366	62 495
	43	121 769	14 163	135 932	75 842

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Sans ventilation de l'amortissement	Réalisations 2023 Ventilation de l'amortissement	Total	Réalisations 2022
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	44	199 167	3 302	202 469	178 435
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	45				
Autres biens	46				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	47	2 842		2 842	10 701
Tourisme	48	80 741	4 859	85 600	69 031
Autres	49	30 571	2 707	33 278	39 006
Autres	50				
	51	313 321	10 868	324 189	297 173
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	52	297 196	84 027	381 223	324 874
Patinoires intérieures et extérieures	53	13 100	5 035	18 135	29 291
Piscines, plages et ports de plaisance	54				
Parcs et terrains de jeux	55	122 410	27 086	149 496	116 287
Parcs régionaux	56				
Expositions et foires	57				
Autres	58	117 620		117 620	129 287
	59	550 326	116 148	666 474	599 739
Activités culturelles					
Centres communautaires	60				
Bibliothèques	61	72 425	17 589	90 014	96 776
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	62				
Autres ressources du patrimoine	63				
Autres	64	601		601	2 191
	65	73 026	17 589	90 615	98 967
	66	623 352	133 737	757 089	698 706

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

			Réalisations 2023		Réalisations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	68	73 116		73 116	72 085
Autres frais	69	2 689		2 689	3 227
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	70				
Autres	71	74 847		74 847	45 225
	72	150 652		150 652	120 537
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73				337 558
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74	1 131 840 (	1 131 840)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	262 513	21 217
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		4 823
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 770 096	2 248 167
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	994	
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	8 373	
Autres infrastructures	11		56 787
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	98 363	100 446
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	275 282	259 856
Ameublement et équipement de bureau	18	26 856	22 858
Machinerie, outillage et équipement divers	19	271 652	278 087
Terrains	20	1	19 283
Autres	21		
	22	3 714 130	3 011 524

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	31 635	21 217
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		4 823
Conduites d'égout	4		
Autres infrastructures	5	2 779 463	2 304 954
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6	230 878	
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	672 154	680 530
	12	3 714 130	3 011 524

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	435 558		9 334	426 224
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	752 356		88 214	664 142
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	1 187 914		97 548	1 090 366
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 456 686		216 852	1 239 834
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	1 456 686		216 852	1 239 834
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	1 456 686		216 852	1 239 834
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	1 456 686		216 852	1 239 834
	19	2 644 600		314 400	2 330 200
Dette en cours de refinancement	20 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	2 644 600		314 400	2 330 200

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME

AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	2 330 200
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	2 211 536
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

▪	5.1	
---	-----	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	6	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
--	---	--

Débiteurs	8	1 239 834
-----------	---	-----------

Autres montants	9	
-----------------	---	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

▪	11.1	
---	------	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	3 301 902
---	----	-----------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme des
organismes contrôlés et des partenariats**

13

Endettement net à long terme	14	3 301 902
------------------------------	----	-----------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme
d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	15	684 858
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	16	
---------------------------	----	--

Autres organismes	17	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	18	3 986 760
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
--	----	--

Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
--	----	--

21

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	3 986 760
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	
---	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1	9 913	9 185
Évaluation	2	124 561	60 169
Autres	3	117 436	98 979
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5	6 702	4 960
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9	2 043	1 836
Autres	10		
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12	290 456	117 680
Cours d'eau	13	10 584	9 058
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
Santé et bien-être			
Logement social	16		
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	29 727	17 113
Rénovation urbaine	19		643
Promotion et développement économique	20	6 083	14 012
Autres	21		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22		
Activités culturelles	23	601	2 191
Réseau d'électricité	24		
	25	598 106	335 826

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	3 714 130	3 011 524
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	3 714 130	3 011 524

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	5,00	38,00	10 357,00	407 907	92 903	500 810
Professionnels	2						
Cols blancs	3	5,00	35,00	8 968,00	221 021	48 625	269 646
Cols bleus	4	46,00	40,00	47 467,00	1 038 446	227 018	1 265 464
Policiers	5						
Pompiers	6	16,00	4,00	2 677,00	88 247	7 114	95 361
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	72,00		69 469,00	1 755 621	375 660	2 131 281
Élus	9	7,00			95 822	5 987	101 809
	10	79,00			1 851 443	381 647	2 233 090

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	19 763				19 763
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4	4 231				4 231
Réseaux d'égout	5	1 253				1 253
Autres	6	446 256	3 464 887	27 041	1 022	3 939 206
	7	471 503	3 464 887	27 041	1 022	3 964 453

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	4 981	1 697
	4	4 981	1 697
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	45 796	41 347
Enlèvement de la neige	11	30 611	24 986
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	76 407	66 333
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	21 937	24 904
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18	1 945	2 208
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	23 882	27 112
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34	43 385	23 128
	35	43 385	23 128
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	1 997	2 267
Autres	38		
	39	1 997	2 267
Réseau d'électricité			
	40		
	41	150 652	120 537

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Michel Bourassa	1.1	Maire	21 491	10 450	12 564	7 151
Nancy Johnson	1.2	Conseiller	7 164	3 483		
Lorraine L. Lambert	1.3	Conseiller	7 164	3 483		
Pierre Picotte	1.4	Conseiller	7 164	3 483		
Florence Vertefeuille	1.5	Conseiller	7 164	3 483		
Alexis Charbonneau	1.6	Conseiller	7 164	3 483		
Mélanie Lacoursière	1.7	Conseiller	7 164	3 483		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 400 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

3 48 454 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☒ ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 \$

Ligne 9 : Autres charges

11 \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 \$

Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer

17 \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 \$

Ligne 24 : Libres

20 \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 \$

Constatés au cours de l'exercice

24 \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

26 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

27 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

28 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023

29 _____ \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

30 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

31 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

32 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

33 _____ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

34 ☐ ☒

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

35 ☐ ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

36 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

37 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

38 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

39 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

40 ☐ ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

41 _____ \$

- b) autres formes d'aide

42 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD44 254 205 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

45 125 450 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

46 268 889 \$

Chaussées pavées - entretien préventif

47 \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

48 \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

49 \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

50 \$

Systèmes de drainage

51 \$

Abords de routes

52 \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

53 268 889 \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

54 95 445 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

55 179 838 \$

c) Total des frais encourus admissibles

56 669 622 \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

Installation équipements d'hiver sur camion 73 400\$

Camion Dodge RAM 44 090 \$ à 50% hiver

▪ Relatives à l'entretien d'été :

Camion Dodge RAM 44 090 \$ à 50% été

Mini-pelle mécanique 120 631\$

Benne chauffante 33 488\$

Rouleau compacteur 3 675\$

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 57 218-10-2024

b) Date d'adoption de la résolution 58 2024-10-07

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

59 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution 60 240-11-2019

b) Date d'adoption de la résolution 61 2019-11-04

12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____

Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 1

f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 1

g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 1

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 580

i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 225

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 1

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)?

72

☐☒

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

☐☒

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

2

☐☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

☐☒

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4

☐☒

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

5

☐☒

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

6

☐☒

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

7

☐☒

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

8

☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

9

☐☐

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☐ J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☐ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☐ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière
modification : 2024-11-22 14:32

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	6 274 595	6 461 076	5 906 488
Investissement	2		3 717 733	367 672
	3	6 274 595	10 178 809	6 274 160
Charges	4	5 909 214	7 224 777	6 508 732
Excédent (déficit) de l'exercice	5	365 381	2 954 032	(234 572)
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	(3 717 733)	(367 672)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	365 381	(763 701)	(602 244)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		1 131 840	960 452
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	314 400)	(97 548)	(93 110)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	208 481)	(119 142)	(284 208)
Excédent (déficit) accumulé	12	157 500	56 970	(20 855)
Autres éléments de conciliation	13		985	69 639
	14	(365 381)	973 105	631 918
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		209 404	29 674

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	28 664	1 076 464
Débiteurs	2	6 241 457	2 773 667
Placements de portefeuille	3		
Autres	4		
	5	6 270 121	3 850 131
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	2 330 200	2 641 911
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	6 255 770	3 891 224
	10	8 585 970	6 533 135
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(2 315 849)	(2 683 004)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	24 341 930	21 759 960
Autres	13	208 783	203 876
	14	24 550 713	21 963 836
Excédent (déficit) accumulé	15	22 234 864	19 280 832

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	561 369	1 030 887
Excédent de fonctionnement affecté			
▪	2.1	487 677	440 034
	3	487 677	440 034
Réserves financières			
▪	4.1		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	120 790	26 547
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6		
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	25 000	12 500
Autres			
▪	10.1		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	()	()
Financement des investissements en cours	12	(2 211 536)	(2 801 847)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	23 251 564	20 572 711
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	22 234 864	19 280 832

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME

AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	3 301 902
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	3 986 760
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>		

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME

AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	664 142	752 356
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	426 224	435 558
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	1 239 834	1 456 686
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	2 330 200	2 644 600

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Budget	Réalisations
Fonctionnement			
Taxes	12	4 460 407	4 521 125
Compensations tenant lieu de taxes	13	401 117	401 041
Quotes-parts	14		
Transferts	15	462 833	477 598
Services rendus	16	391 438	461 418
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	505 000	407 189
Autres	18	53 800	192 705
	19	6 274 595	6 461 076
Investissement			
Taxes	20		
Quotes-parts	21		
Transferts	22		3 486 855
Autres	23		230 878
	24		3 717 733
	25	6 274 595	10 178 809

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Sans ventilation de l'amortissement	Réalisations 2023 Ventilation de l'amortissement	Total	Réalisations 2022
Administration générale	1	1 080 427	30 614	1 111 041	940 515
Sécurité publique					
Police	2	383 535		383 535	358 767
Sécurité incendie	3	179 278		179 278	210 026
Autres	4	27 616	76 091	103 707	18 990
Transport					
Réseau routier	5	1 837 100	490 523	2 327 623	2 107 576
Transport collectif	6	11 998		11 998	14 562
Autres	7				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	8	343 891	342 087	685 978	659 938
Matières résiduelles	9	953 831	24 152	977 983	632 239
Autres	10	66 167	9 605	75 772	36 303
Santé et bien-être	11	121 769	14 163	135 932	75 842
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	12	199 167	3 302	202 469	178 435
Promotion et développement économique	13	114 154	7 566	121 720	118 738
Autres	14				
Loisirs et culture	15	623 352	133 737	757 089	698 706
Réseau d'électricité	16				
Frais de financement	17	150 652		150 652	120 537
Effet net des opérations de restructuration	18				337 558
	19	6 092 937	1 131 840	7 224 777	6 508 732
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	1 131 840 (	1 131 840)		
	21	7 224 777		7 224 777	6 508 732

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	3 717 733	367 672
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	3 714 130)(	3 011 524)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)	)
Financement à long terme des activités d'investissement	4		(145 530)
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	119 142	284 208
Excédent accumulé	6	467 566	75 935
	7	(3 127 422)	(2 796 911)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	590 311	(2 429 239)

Extrait du rapport financier, page S14